



Philippe Brewaeys

Rwanda 1994

Noirs et Blancs menteurs

Préface de Louis Michel

Racine
rtbf.be

Philippe Brewaeys

Philippe Brewaeys est journaliste d'investigation depuis près d'un quart de siècle. Il a suivi de nombreux grands dossiers judiciaires en Belgique. Durant cette dernière décennie, il a sillonné à de multiples reprises l'Afrique des Grands Lacs. Depuis cinq ans, il étudie en profondeur le dossier de l'attentat contre l'avion du président Juvénal Habyarimana, élément déclencheur du dernier génocide du XX^e siècle au Rwanda.

Rwanda 1994

Noirs et Blancs menteurs

Kigali, 6 avril 1994, 20 h 23. Deux missiles prennent leur envol, l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana explose, ses occupants sont tués sur le coup. Dans les minutes qui suivent, les militaires rwandais et les milices, chauffés à blanc depuis des années par une propagande meurtrière, enclenchent le génocide des Tutsi et des opposants hutu rwandais.

Le responsable de cet attentat ? Le Front patriotique rwandais, selon le juge Jean-Louis Bruguière. Des milliers de documents judiciaires, des dizaines d'interviews et des centaines de coupures de presse permettent de montrer qu'il n'en est rien.

Cette thèse négationniste, transformant les victimes en bourreaux, résulte d'une convergence d'intérêts. Un juge très « politique », une France officielle frileuse dans la recherche de la vérité, des barbouzes, des opposants au régime et des génocidaires soucieux de diluer leur responsabilité, tous avaient intérêt à pointer le président Paul Kagame du doigt.

Photo de couverture
Mémorial aux victimes du génocide
dans la région de Kibungo (Est), 2005
© Philippe Brewaeys

la une

ISBN 978-2-87386-834-5



9 782873 868345

www.racine.be



Racine
rtbf.be

SOCIÉTÉ

jamais vu. M. Birara ne pouvait plus sortir de chez lui. Son fils qui vit à Bruxelles a été également témoin de cela¹. »

Lorsque, dans la nuit du 6 au 7 avril 1994, des militaires belges de la Minuar tentent de rentrer dans le camp de Kanombe pour déterminer ce qui s'est passé avec l'avion, ils se trouvent bloqués par les soldats des FAR qui les refoulent². Les FAR interdiront à la Minuar d'accéder également au lieu du crash jusqu'à la mi-mai !

Si la Garde présidentielle et les *Interahamwe* se mettent « au travail » dans les minutes qui suivent l'attentat, que se passe-t-il du côté du FPR ? Les génocidaires et l'enquête du juge Bruguière affirment que les troupes de l'APR étaient en mouvement dès la chute de l'avion voire avant, comme pour prouver que l'APR savait pertinemment ce qu'elle faisait en abattant l'avion. Pourtant, il n'en est rien.

Walter Balis, colonel de son état, est à l'hôtel Méridien lorsqu'il entend l'explosion. Une demi-heure plus tard, il monte en civil dans sa jeep pour rejoindre l'aéroport où il doit prendre en charge des militaires belges qui devraient débarquer du C-130. Mais il ne peut aller bien loin. Il est bloqué par un barrage de la Garde présidentielle. De retour au Méridien, il enfile son uniforme et se rend au CND pour voir comment le FPR réagit. « Tout se passe calmement » rapporte-t-il. Il restera au CND pendant plusieurs jours. « Le 7 avril vers 13 h, le major FPR Frank Kamanzi, officier de liaison FPR/Minuar, a déclaré que les tueries devaient s'arrêter et le lieutenant-colonel Charles Kayonga a menacé de sortir avec le bataillon FPR (...) C'est à pied et en colonne de 150 hommes que le FPR a quitté pour la première fois le CND entre 16 et 17 h pour se déployer dans le périmètre autour du CND³. » Le colonel belge affirme de plus que l'armée rwandaise se montrait très provocante dans les quartiers situés en face du CND. Quant aux missiles qui auraient abattu l'avion, le colonel Balis lâche le nom *Mistral*, du matériel français.

L'actuel ministre de la Défense rwandais James Kabarebe est formel à ce sujet : « Nous avons appris l'incident dans la nuit du 6 au 7 avril, en écoutant les communications des FAR, les militaires de l'ancien régime. Par la suite, nous l'avons entendu sur la radio RTL

1 Compte rendu de la réunion entre Jean Birara et le juge d'instruction Damien Vandermeersch du 22 juin 1995.

2 Auditions du soldat Georges Herion le 31 mai 1994, du sergent Frédéric Maufroid le 9 juin 1994 et du caporal Laurent Guide le 3 juin 1994 par l'auditorat militaire à Bruxelles.

3 Rapport de la rencontre entre l'auditeur militaire Van Winsen et le colonel Walter Balis le 21 novembre 1994.

Théoneste Bagosora a été condamné pour cet assassinat, ainsi que quelques officiers des FAR. Pour Birara, l'ordre est venu de Kanombe, d'Agathe Habyarimana: «Après la mort du président, Agathe H. a donné personnellement (aidée des deux sœurs du président, qui sont religieuses) l'ordre d'exécuter Ndasingwa Landoward, un Tutsi ministre du Travail, Rucogosa, ministre de l'Information, Kavaruganda, président de la Cour suprême et Uwilingiyimana Agathe, Premier ministre. Les soldats qui arrivaient chez Uwilingiyimana Agathe ont téléphoné à Madame Habyarimana pour demander des instructions. Il leur a été répondu de forcer les domestiques de la Première ministre, à la violer, puis la massacrer. "Et les Casques bleus belges?", ont demandés les soldats rwandais. Réponse: "S'ils ont tout vu, il faut donc les supprimer discrètement!... D'ailleurs, c'est la Belgique qui a assassiné mon mari¹." » Ces propos, s'ils ont été tenus, rencontrent en tout cas un écho quasi immédiat à 6 300 kilomètres de Kigali.

Un Fabien Singaye «belge»

7 avril 1994, ambassade du Rwanda à Bruxelles, 10 h du matin. Jacques Collet, reporter photographe indépendant, a appris les événements de la nuit et veut obtenir un visa. Il va vivre un étrange incident qu'il racontera aux enquêteurs et à la commission parlementaire d'enquête belge². Il a depuis posé ses valises à Kigali où il développe un business dans le secteur du tourisme. Nous l'y avons retrouvé: «À l'ambassade, le 6 avril 1994, j'ai croisé un groupe de Rwandais, des élèves officiers des FAR qui étaient en formation à l'École royale militaire. Ils parlaient de l'attentat et ont été rejoints par un certain Eugène, un extrémiste hutu que je connaissais comme "étudiant" et qui travaillait avec un autre extrémiste prénommé Papias. Il m'a expliqué que les paras belges avaient abattu l'avion pour le compte du FPR et qu'ils étaient morts. Il était donc au courant du plan qui se déroulait puisque le dernier des paras n'a été tué au camp Kigali qu'aux alentours de 13 h. Selon lui, les missiles utilisés étaient des *Mistral* français. Pendant mon reportage à Kigali, certains paras belges m'ont également parlé de *Mistral*³. » Peu après l'attentat, un

1 Note remise par Jean Birara à l'auditorat militaire, Bruxelles, 26 mai 1994.

2 Audition de Jacques Collet devant l'auditorat militaire, 16 mai 1994, et lettre de Jacques Collet au président de la commission parlementaire d'enquête belge du 8 septembre 1997.

3 Interview de Jacques Collet, Kigali, 30 juin 2012.

militaire belge a affirmé avoir vu une batterie de type *Mistral* aux environs du camp de Kanombe¹.

Singuliers personnages que ceux cités par Jacques Collet. Le premier, Eugène Nahimana, nie avoir jamais proféré ces paroles à l'ambassade². Pourtant, le même 7 avril, son alter ego Papias Ngaboyamahina signe un communiqué qu'il écrit à l'ambassade. Suite à un coup de téléphone donné au Rwanda vers 10 h du matin³, il y explique que les deux chefs d'État avaient trouvé la mort « dans un attentat perpétré par des militaires belges faisant partie du contingent des Casques bleus belges au Rwanda (...) et par ailleurs impliqués dans des attaques contre des populations civiles⁴ ». Il réclame de plus le départ immédiat des troupes belges de la Minuar. Patron de la section belge du MRND jusqu'en avril 1993, Papias est, comme Eugène Nahimana, actionnaire (très minoritaire, certes) de RTL, la radio de la haine, dont il assure la coordination en Belgique depuis mai 1993. Avec Nahimana toujours, il fait partie « d'une "cellule" sous l'autorité de la femme de l'ancien président⁵ ». Papias est lui aussi en contact avec Élie Sagatwa, le secrétaire particulier d'Habyarimana destinataire des rapports de renseignements envoyés depuis la Suisse par Fabien Singaye. En 1992, il précise à Sagatwa la véritable nature de son action en Belgique : « Notre travail de désinformation et de propagande est à encourager⁶... »

Nahimana, lui, est le « Fabien Singaye bruxellois ». Officiellement, il est l'attaché de presse du MRND dans la capitale de l'Europe. Mais il est aussi un parent éloigné de la famille Habyarimana⁷. En pratique, il travaille à la récolte de renseignements avec Paul Barril alias « Bravo » et a pour interlocuteur à Kigali le secrétaire particulier du président, Élie Sagatwa⁸, à qui il envoie régulièrement des télécopies.

1 Audition par l'auditorat militaire du sous-lieutenant Alain Rodrigue, Bruxelles, 13 juin 1994.

2 Audition d'Eugène Nahimana par la commission d'enquête parlementaire belge, 17 juin 1997.

3 Audition de Paulin Murayi par la commission d'enquête parlementaire belge, 30 juin 1997.

4 Léon Saur, *Influences parallèles, l'Internationale Démocrate Chrétienne*, Éditions Luc Pire, Bruxelles, 1998.

5 Lettre du Commissariat de Recours des Réfugiés au procureur du Roi, 9 septembre 1999.

6 Télécopie de Papias Ngaboyamahina à Élie Sagatwa, 16 octobre 1992.

7 Audition à huis clos de Charles Tallier, spécialiste Afrique de la Sûreté de l'État, devant la commission parlementaire belge, 20 juin 1997.

8 Audition d'Eugène Nahimana par l'auditorat militaire, 12 août 1994.

chargerait de Bagosora, Bruguière de l'attentat et les Belges de l'assassinat des dix paras. Jean-Louis Bruguière n'est jamais venu à la réunion. Une des personnes présentes nous a affirmé «avoir eu la nette impression que Bruguière ne voulait pas avoir les Belges dans les pieds».

Toujours ce problème de missiles

Les experts des juges Poux et Trévidic affirment que les missiles tirés le 6 avril 1994 seraient des SAM 16 de fabrication soviétique. Les responsables du FPR expliquent dans toutes les langues qu'ils ne possédaient pas de missiles. En 1990 et 1991 cependant, les FAR auraient, lors d'accrochages avec l'APR, récupéré des missiles ou des parties de lanceurs de ce type. Si l'APR, au début de la guerre, possédait ces SAM 16 venus d'Ouganda, elle devait disposer des hommes capables de les tirer. Pourquoi dès lors, selon les «témoins» parlant du *Network Commando*, Paul Kagame aurait-il dû envoyer en Ouganda, en 1993, une équipe se former au maniement de ces engins ? Les fouilles et les observations effectuées par la Minuar au CND n'ont jamais montré la présence de missiles en ce lieu.

Côté FAR, on rétorque qu'on ne possédait pas de missiles non plus. Pourtant, en 1991 et 1992, cinq documents au moins démontrent que les FAR étaient bel et bien à la recherche de ces missiles SAM 16. Les quantités demandées à l'Égypte, à l'URSS, au Brésil et à la République populaire de Chine varient entre 50 et 100. À quoi ces missiles sol-air auraient-ils bien pu servir, l'APR ne disposant ni d'avion ni d'hélicoptère ?

Plusieurs témoins dans le dossier belge parlent de l'utilisation de missiles français, des *Mistral*. Un document remis à l'ONU par un État membre, vraisemblablement les États-Unis, dresse un relevé des armes en possession des FAR à la date du 6 avril 1994. Selon ce rapport reçu le 1^{er} septembre 1994 à New York, elles auraient disposé de quinze *Mistral ADA*. Seraient-ce les quinze missiles évoqués dans la note de la DGSE ou par le Pentagone (voir *supra*) ? La publication de cette liste par le quotidien *Libération* en juin 2012¹ a provoqué des réactions virulentes sur les forums internet trustés par les Rwandais en exil qui pensent que le «travail» n'est pas terminé. Un historien et un colonel français à la retraite ont parlé de désinformation, de

1 Maria Malagardis, «De mystérieux Mistral français», *Libération*, 2 juin 2012.

manipulation¹. Les juges Trévidic et Poux devront trancher puisque les avocats des responsables du FPR ont versé ces pièces au dossier. Un nouvel élément apparu mi-janvier 2013 vient encore épaissir le mystère autour du rôle qu'aurait pu jouer la France à l'époque où le Rwanda a basculé dans le génocide.

Un faux de plus

Le colonel André Vincent a témoigné de ce que « la France avait (...) organisé un système d'écoute radio et aurait perdu deux militaires faisant partie du GIGN au cours des opérations aux alentours du 7 avril 1994² ». Il s'agit de deux gendarmes spécialistes des transmissions radio, Alain Didot et René Maier. Didot avait installé à son domicile de Kigali un équipement qui lui permettait d'écouter un large spectre de conversations. Dans les jours qui ont suivi l'attentat, Maier, Didot et son épouse Gilda Lana ont trouvé la mort dans des circonstances non élucidées.

Les familles de ces trois victimes françaises restent, en ce début 2013, sans aucune explication car il n'y a eu officiellement aucune enquête. Plus troublant, les autorités françaises ont demandé aux familles de garder le silence. Gaëtan Lana, frère de Gilda, se souvient que « des gendarmes sont venus chez mes parents pour leur faire signer un papier disant qu'il ne devaient pas tenter des poursuites contre l'État suite à cette affaire. On leur a bien fait comprendre de ne pas poser de questions et de ne pas chercher à savoir comment cela s'était passé³ ».

La confusion autour de ces assassinats est totale. Dressé à Bangui le 13 avril 1994, le premier acte de décès reçu par les parents de Gilda Lana situe sa mort le 6 avril. L'acte sera modifié, situant cette fois sa mort le 8 avril vers 16 h⁴. Au fil du temps, les responsables français vont entretenir cette confusion en donnant des dates différentes⁵. Le ministère de la Coopération de l'époque assure que « leur mort n'est pas liée à leur fonction mais à leur résidence, et au fait qu'ils auraient

1 Magazine *L'Afrique réelle*, juillet 2012.

2 Compte rendu de l'entretien de Monsieur l'Auditeur militaire Van Winsen et le colonel André Vincent, *op. cit.*

3 Interview de Gaëtan Lana par Catherine Lorisgnol, Mance, septembre 2012.

4 Actes de décès de Gilda Lana, Bangui, le 13 avril 1994, et Nantes, le 9 juillet 1994.

5 Maria Malagardis, « Rwanda : trois fantômes et un mystère », *Libération*, 10 janvier 2013.